

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 06/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SOCIETE ROMANAISE DE LA CHAUSSURE - CLERGERIE

Rue Pierre Curie – BP 69
26100 Romans-sur-Isère

Référence : 20230404-RAP-DAEN0387
Code AIOT : 0006108203

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2023 dans l'établissement SOCIETE ROMANAISE DE LA CHAUSSURE – CLERGERIE implanté Rue Pierre Curie BP 69 26100 Romans-sur-Isère. L'inspection a été annoncée le 27/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre de l'opération coup de poing 2023 de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes concernant les rétentions et les produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE ROMANAISE DE LA CHAUSSURE - CLERGERIE
- Rue Pierre Curie BP 69 26100 Romans-sur-Isère
- Code AIOT : 0006108203
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Romane de la Chaussure (SRC) exploite un atelier de fabrication de chaussure de la marque Clergerie, rue Pierre Curie à Romans-sur-Isère, au sein duquel travaillent 130 personnes.

Les équipements de production sont les suivants :

– une chaîne de montage en deux parties,

- diverses machines pour la finition (zone habillage),
- sept cabines individuelles de pistoletage, encollage ou peinture,
- douze presses de découpe,
- dix machines de piquage en service,
- une machine de découpe des peaux à jet d'eau haute pression,
- une machine de découpe des peaux par cutter.

La situation économique de l'établissement est très tendue et le site est placé en redressement judiciaire depuis le 29 mars 2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action coup de poing : produits chimiques, rétentions ;
- déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à madame la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Délais
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	Lettre de suite	3 mois
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Lettre de suite	3 mois
7	Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 et 25-IV	Lettre de suite	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Délais
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	Sans objet
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
8	Manipulation et transfert	Arrêté Préfectoral du 26/03/2014, article 4.3.10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les produits chimiques sont gérés de façon satisfaisante sur le site. Les non-conformités relevées sont liées à l'information du personnel et à la rédaction et l'affichage de consignes. De plus, même si les rétentions sont en bon état, un contrôle annuel (état + étanchéité) doit être réalisé.

L'inspection du 15 mars 2023 a aussi été l'occasion de faire un point suite à l'inspection du 18 janvier 2023.

L'exploitant a présenté son plan d'actions cohérent et hiérarchisé suite aux nombreuses non-conformités qui avaient été détectées.

De plus, une évacuation de tous les déchets, stockés depuis plusieurs années, a été faite le 13 mars 2023 par la société VEOLIA pour une élimination chez SARPI La Talaudière (les bordereaux de suivi de déchets ont été créés sous Trackdéchets).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, CLP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Titre III : Communication des dangers au moyen de l'étiquetage</p> <p>Chapitre 1 : Contenu de l'étiquette</p> <p>Article 17 du règlement du 16 décembre 2008</p> <p>Règles générales</p> <p>« 1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs ; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage ; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18 ; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19 ; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20 ; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21 ; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22 ; h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25. <p>2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des Etats membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché (...) »</p>
<p>Constats :</p> <p>Par échantillonnage, les étiquettes des produits utilisés (COB531 Bostik, COK 832 Keck, C705CH Keck...) sur site ont été regardées : elles étaient toutes en français et comportaient les informations réglementaires, conformes aux fiches de données de sécurité.</p> <p>Un point plus précis sur les fiches de données de sécurité est réalisé juste après.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Titre IV : Information à l'intérieur de la chaîne d'approvisionnement Article 31 Exigences relatives aux fiches de données de sécurité « 1. Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II (...) » Article 35 Accès des travailleurs aux informations « Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 [= dans la FDS] et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. » Titre V : Utilisateurs en aval Article 37 Évaluations de la sécurité chimique par l'utilisateur en aval et obligation de déterminer, de mettre en oeuvre et de recommander des mesures de réduction des risques « (...) » 5. Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ; c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32. (...) »
Constats : L'exploitant avait réalisé un recensement de ses produits et possédait des fiches de données de sécurité récentes : – Colle transprène 531 - Adhésif (pour cuirs et caoutchoucs) - COB531 : fournisseur BOSTIK - fiche du 30/04/2020 - mentions de dangers : H315 - H319 - H336 - H411 et H225 - extinction avec extincteur CO ₂ ou jet d'eau - bidon métal de 5 l ==> classement probable en rubrique 4330 (point d'ébullition de 56 °C) - seuil de déclaration de 1 tonne , – Colle néoprène COK832 - Adhésif : fournisseur KECK Chimie - fiche du 20/07/2022 - mentions de dangers : H410 - H319 - H225 - H315 - H317 et H336 - extinction avec extincteur CO ₂ ou jet d'eau - bidon de 12 l ==> classement probable en rubrique 4330, si le liquide inflammable n'est pas de catégorie 1, le classement sera alors en 4510, – Colle PU C 705 CH - Adhésif : fournisseur KECK Chimie - fiche du 15/09/2021 - mentions de dangers : H319 - H225 et H336 - extinction avec extincteur CO ₂ ou jet d'eau - bidon de 25 l ==> classement probable en rubrique 4330 (point éclair – 19 °C), si le liquide inflammable n'est pas de catégorie 1, le classement sera alors en 4331, – Solvant 952 - Diluant pour peinture et vernis : fournisseur KECK Chimie - fiche du 15/07/2021 - mentions de dangers : H319 - H225 et H336 - extinction avec extincteurs ABC ou CO ₂ mais pas de jet d'eau - bidon de 12 l ==> classement probable en rubrique 4330 (point éclair – 19 °C), si le liquide inflammable n'est pas de catégorie 1, le classement sera alors en 4331, – Teinture 2148/2 noire : fournisseur KECK Chimie - fiche du 03/02/2023 - mention de dangers :

H317 - extinction avec CO2 poudre ou eau pulvérisée,

– Sous couche SRC Tranche marron SCTTM1 : fournisseur FENICE - CRISPIN Service - fiche du 29/06/2020 - mentions de dangers : H319 et H317 - extinction avec CO2, mousse ou eau nébulisée...

Demande 1 : L'exploitant ne s'est pas encore positionné sur toutes les rubriques 4000 et il n'a pas réalisé le calcul des cumuls (rubriques 4001), malgré la demande faite lors de l'inspection du 18 janvier 2023.

Délai : 1 mois

L'exploitant a réalisé un gros travail de recensement et de mise à jour de ses documents, en revanche, les employeurs n'ont pas forcément accès aux informations des fiches de données de sécurité.

Non-conformité 1 : L'employeur ne donne pas à ses travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 [= dans la FDS] et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

Délai : 3 mois

Les conditions de stockage sur site respectent les dispositions des fiches de données de sécurité et les extincteurs associés étaient toujours compatibles avec les produits stockés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite

Délais : 3 mois pour la non-conformité et 1 mois pour la demande

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Section IV : Dispositions relatives à la limitation des conséquences de pertes de confinement (Articles 24 à 27) Article 25 I. - Capacité des rétentions « Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : – 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; – 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : – dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres [...]</p> <p>VI. — Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation. A.-Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25 [...] C.-Des zones sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de marchandises dangereuses, en attente de déchargement, à l'intérieur des limites du site. D.-Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...) [...] E.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels (...) »</p>
<p>Constats : Tous les produits utilisés dans l'atelier sont stockés dans des rétentions mobiles à roulettes. Le local spécifique de stockage des produits est, quant à lui, verrouillé et sur rétention. Il se situe au rez-de-chaussée entre le bâtiment C et le bâtiment A.</p> <p>Par échantillonnage, il a été regardé le volume des rétentions mobiles qui était cohérent avec le nombre de produits stockés.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien de la rétention et gestion des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 04/10/2010 Article 25 II. — Règles de gestion des rétentions et stockages associés. « Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés. Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. » Arrêté préfectoral du 26/03/2014 Article 7.4.1. - Rétentions « (...)» Une visite de contrôle du bon état des rétentions et notamment de leur étanchéité sera réalisée au moins une fois par an. (...) »
Constats : Le système de bacs de rétentions (avec couvercle) sur roulettes est très opérationnel. Il a été constaté que les rétentions étaient en très bon état, mais l'exploitant n'assure pas un suivi formalisé. De plus, l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 mars 2014 stipule bien qu'une visite de contrôle du bon état des rétentions et notamment de leur étanchéité sera réalisée au moins une fois par an. Non-conformité 2 : L'exploitant ne vérifie pas au moins une fois par an le bon état des rétentions ainsi que leur étanchéité. Délai : 3 mois
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Délais : 3 mois

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Produits incompatibles et réservoirs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 25 II. — Règles de gestion des rétentions et stockages associés. «(...) Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. » III. — Dispositions spécifiques aux réservoirs. « A.-Les réservoirs fixes sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède induite par une éventuelle présence de liquides dans la rétention. B.-Les réservoirs sont conçus de manière à pouvoir contrôler leur étanchéité à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant. C.-Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage [...] »
Constats : Il n'a pas été constaté de stockage de produits incompatibles ensemble. En revanche, l'exploitant n'a pas réalisé à ce jour le travail de recensement de la compatibilité de ses produits. Il est à noter que les colles utilisées sont surtout des produits inflammables. Demande 2 : L'exploitant analyse la compatibilité des différents produits stockés sur site pour s'assurer que les conditions de stockage sont toujours respectées. Délai : 3 mois
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Section IV : Dispositions générales de prévention des risques (Articles 45 à 69) Sous-section VI-1 : Connaissance des risques et des installations (Articles 48 à 50) Article 49 Etat des matières stockées. « (...) L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées [...] »
Constats : L'exploitant tient bien à jour un état des stocks disponible à l'instant t. Une petite erreur a été constatée le jour de l'inspection, l'état des stocks précisait que 60 litres de colle transprène 531 étaient présents, or il y avait 14 bidons de 5 litres soit 70 litres sur site.
Remarque 1 : L'exploitant s'assure régulièrement que son état des stocks est à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 et 25-IV
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous-section VI-3 : Maîtrise de l'exploitation (Articles 57 à 67)</p> <p>Article 59 Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>« Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>(...)</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <p>(...)</p> <ul style="list-style-type: none"> -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; -les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions (...) » <p>Article 25</p> <p>IV. — Dispositions spécifiques aux rétentions déportées.</p> <p>« [...] L'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage actifs [...]. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité ne sont pas affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>De plus, aucune consigne n'existe pour indiquer les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses, les modalités de mises en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction...</p> <p>Un pompier est présent dans l'entreprise et une formation des équipes d'intervention est réalisée tous les trois ans.</p> <p>Non-conformité 3 : Les consignes générales (perte de confinement, moyens d'intervention, d'évacuation et d'extinction...) ne sont pas rédigées et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Délai : 3 mois</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Délai : 3 mois

N° 8 : Manipulation et transfert

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2014, article 4.3.10
Thème(s) : Risques accidentels, Manipulation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.
Constats : Une seule personne, Orlando, gère le transfert des produits depuis le local de stockage jusqu'aux différents ateliers. Les produits sont directement rangés dans les rétentions à roulettes et seules de très petites quantités de colles, dans des récipients spécifiques, sont fournies aux employés pour la production journalière. Tous les sols des ateliers étaient propres sans trace d'égouttures ou autres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet